

# Les Centres d'information et d'orientation souhaitent un statut d'établissements publics

Pour l'Association nationale des directeurs de CIO (ANDCIO), qui tenait ses huitièmes rencontres le 23 novembre dernier, l'accroissement des compétences régionales dans l'orientation n'est pas synonyme de disparition de ces structures, si l'État et les Régions parviennent à les contractualiser sous une forme "juridiquement forte".

**e**n 2003, on les avait connus braqués contre les premières tentatives de les régionaliser. Presque dix ans plus tard, le troisième acte de la décentralisation (induisant la création de services publics régionaux de l'orientation) vient remettre sur le tapis le sujet du

transfert des compétences des CIO aux Conseils régionaux, d'ores et déjà dénoncé par plusieurs organisations syndicales (notamment le SNFOLC<sup>1</sup> et Sud Éducation).

Entretemps, en 2005, les questions d'orientation et d'emploi des jeunes avaient ressurgi à la suite des émeutes périurbaines. La prise de conscience avait permis de repenser ces structures en tant que

clés de voûte de l'insertion professionnelle. "À l'époque, nous avions pu lire que si les voitures brûlaient, c'était la faute de l'orientation", se souvient Thierry Berthet, directeur de recherche au CNRS et membre du groupe d'experts du CNFPTLV<sup>2</sup>. N'empêche : les événements eurent pour conséquence la nomination d'un délégué interministériel à l'orientation, un changement de point de vue des partenaires sociaux sur les CIO et la mention du rôle des conseillers d'orientation psychologues dans le rapport parlementaire Cherpion-Gille, qui devait aboutir à la loi du 24 novembre 2009. Mais des CIO, il en fut également question en juillet 2012, à l'occasion de la conférence sociale.

## "Ras le bol", "déception", "colère" face à la régionalisation

*"En fonction des académies, les CIO relèvent soit du Rectorat, soit de la direction des services de l'académie", explique Yvan Souleilac, directeur du CIO d'Arcachon et nouveau président de l'ANDCIO, depuis ce 26 novembre, "il n'est donc techniquement pas possible de transférer un CIO aux services d'une Région, mais d'en transférer les services extérieurs, ce qui ne présente pas d'inconvénient spécifique dès lors que, sur un plan opérationnel, la structure est contractualisée par l'État et la Région sous forme, par exemple, d'un EPA<sup>3</sup> ou d'un GIP<sup>4</sup>".* Moins optimistes, plusieurs directeurs de CIO évoquent pêle-mêle "le ras-le-bol", "la déception", suscités par un tel transfert. L'une d'entre elles, dirigeant l'un des centres d'information et d'orientation de l'académie de Strasbourg, avoue souffrir de voir son CIO "pris en otage entre le Conseil général, le Rectorat et la Communauté de communes" et n'ose imaginer les conséquences si l'échelon régional venait se rajouter à ce nœud gordien. Emmanuelle Reille-Baudrin, psychologue et chargée de recherche au Centre de recherche sur le travail et le développement (CRTD) reconnaît l'éventualité d'une disparition des CIO si "le transfert aux Régions venait à n'être qu'un transfert de pouvoirs".

## Régions et intérêt public

*"En 2003, les employés des CIO ne voulaient pas devenir des personnels régionaux", se rappelle Jean-Robert Pitte, actuel délégué à l'information et à l'orientation, interrogé par L'Inffo en marge des rencontres. "Je ne suis d'ailleurs pas certain que les Régions aient*

*réellement envie de récupérer la gestion des CIO." Ce qui n'empêche pas, selon lui, ces structures "d'avoir toute leur place dans les Comités de coordination régionaux de l'emploi et de la formation (CCREFP) et d'avoir un rôle à jouer dans les politiques régionales, y compris au sein du futur service public régional de l'orientation".* Néanmoins, l'ancien président de la Sorbonne reconnaît les risques d'une régionalisation excessive, celui "d'enfermer les personnes dans leur région, à l'heure où les besoins de mobilité territoriale et professionnelle sont si prégnants. Une telle décentralisation se ferait par ailleurs au détriment des moins aisés, puisque les enfants de professeurs et de bourgeois, eux, auront toujours les moyens d'accéder à une mobilité nationale, voire internationale". Thierry Berthet, pour sa part, comprend les craintes exprimées par les directeurs de CIO, mais "se refuse à croire que les collectivités territoriales soient incapables de penser à l'intérêt collectif... on ne peut pas éternellement suspecter les Conseils régionaux de réfléchir dans une logique adéquationniste entre orientation, scolarité, formation et emploi ! L'adéquationnisme, c'est le Commissariat au Plan qui l'a inventé, pas les Régions !"

## Culture coopérative

Ancien président de l'ANDCIO, Robert Poisson regrette "que le service de l'orientation ait été construit sur le même modèle qu'un service administratif ou comptable, alors que l'orientation aurait pu constituer un service central dans la gestion des phénomènes sociaux". Quant à son successeur, il espère que les différents pouvoirs publics, étatiques et régionaux, sauront travailler en développant une "culture coopérative", à l'image de celle **suite p. 9** ➤



Yvan Souleilac

# Pour ou contre les labellisations **Orientation pour tous ?**

## Les CIO n'ont pas tranché

**Acteurs historiques** de l'orientation initiale, les Centres d'information et d'orientation sont logiquement en première ligne dans la mise en œuvre du service public de l'orientation. Selon la Délégation à l'information et à l'orientation, quelque 80 CIO étaient ainsi labellisés "Orientation pour tous" fin novembre et, surtout, apparaissaient comme les coordonnateurs des territoires labellisés (dans 26 % des cas). Pour autant, les échanges de la 8<sup>e</sup> journée de réflexions-débats organisée par l'ANDCIO n'en ont pas moins montré que le réseau demeure partagé quant au processus créé par la loi du 24 novembre 2009. Exemple avec un CIO satisfait d'être labellisé, en Moselle, et un CIO qui considère, lui, qu'"il est urgent d'attendre", dans l'Essonne.

### Contre : plus de travail pour un besoin qui n'est pas exprimé

Ainsi et pour Sylvie Pierson, directrice du CIO d'Étampes, les labellisations Orientation pour tous n'apporteraient pas de réelle plus-value par rapport à l'existant. "L'idée, explique-t-elle, c'est que les services labellisés – CIO, Bij<sup>2</sup>, Pôle emploi, Mission locale, etc. – se fédèrent en réseau, connaissent les compétences de chacun, les sources d'information utilisées, organisent une ou deux réunions dans l'année et produisent un compte rendu annuel d'évaluation de ce qui a été fait..." Soit, en fin de compte, "plus de travail (...) pour répondre à un besoin qui n'est exprimé par personne dans notre région", estime-t-elle. Non pas que la dimension partenariale ne soit pas jugée pertinente, mais qu'elle existe déjà, dans le respect des compétences de chacun. Décivant les complémentarités entre CIO, Bij, Mission locales,

Pôle emploi, représentants d'entreprises et ingénieurs d'étude de l'Inspection académique, Sylvie Pierson insiste sur la réalité opérationnelle du "travailler ensemble" sur son territoire.

### Pour : mise en cohérence, formalisation et obligation de se réunir

Sur la question de l'antériorité des partenariats, Brigitte Dutreuil, qui dirige le CIO de Rombas (Moselle), labellisé au mois d'octobre dernier, ne dément pas, mais y voit surtout un élément positif pour la réussite des labellisations. "Ce qui a énormément facilité les choses en Lorraine, c'est qu'il y avait déjà une structuration et un co-pilotage État-Région depuis plus de trois ans", explique-t-elle. Rappelant la signature par 17 institutions d'une charte de l'AIO en 2009, elle analyse : "Lorsque le texte national relatif aux labellisations Orientation pour tous est arrivé, nous étions déjà en mesure de pouvoir y répondre, parce que nous avions déjà acté des choses sur le terrain, nous nous étions déjà rencontrés et avons appris à nous connaître." Plus encore, la directrice du CIO de Rombas perçoit une incidence positive sur le travail en réseau. "Certes, il est vrai que la plupart du temps, dans un CIO, nous avons cette position particulière qui nous permet de travailler avec de nombreux acteurs hors Éducation nationale", concède-t-elle. Mais, d'une part, ces partenariats lui apparaissent "inégaux d'une région à l'autre" et, d'autre part, ils lui semblent trop souvent limités à la hiérarchie : "Même quand le partenariat existe, ce n'est pas pour autant que, au-delà des directeurs, nos conseillers savent exactement qui est qui et qui fait quoi sur le terrain", estime-t-elle. Et d'insister : "Les labellisations vont dans le bon sens dans la mesure où elles

permettent de mettre de la cohérence, de formaliser les choses et de nous obliger à nous réunir pour travailler davantage ensemble : avant, nous étions davantage dans l'échange d'informations (...). Il faut que nous essayions d'aller plus en profondeur et de nous doter d'outils pour voir la plus-value que nous pouvons apporter à travers cette mise en place du SPO."

### Pas si urgent

Moins convaincue, la directrice du CIO d'Étampes critique également l'objectif du label, en voyant dans la notion de "premier accueil" un cahier des charges nettement moins exigeant que ce que réalise un CIO : "Nous faisons plus, avec un personnel formé à bac + 5." Et elle explique : "Le cœur de métier des conseillers d'orientation psychologues (Cop), c'est d'accompagner les jeunes dans l'élaboration de leur projet d'orientation", que ce soit par la conduite d'entretiens avec les élèves et les parents ou l'accompagnement global des jeunes, en tenant compte de leur situation, de leurs difficultés et de leurs motivations. Évoquant la prévisible montée en puissance des Régions dans la gouvernance du service public de l'orientation en cours de redéfinition, Sylvie Pierson ne se dit pas totalement hostile à la perspective d'une labellisation, mais n'en voit pas l'urgence : "Nous attendons, et nous continuons de travailler... Pour le moment, nous ne sommes pas labellisés et nous n'avons pas le sentiment que les personnes du territoire confondent les acteurs."

### ■ Nicolas Deguerri

1. "Refondons l'école de la République. Et les CIO ? Culture sociale, économique et professionnelle : les fondements de l'orientation tout au long de la vie", Paris, Inetop, 23 novembre.
2. Bureau information jeunesse.

**suite de la p. 8** ➤ qui existe au sein de plusieurs CCREFP (Aquitaine, Bretagne) au sein desquels les CIO ont su nouer des partenariats avec d'autres acteurs avec lesquels ils parlaient traditionnellement peu, comme les Direccte. "Les Régions où ces instances ont su fonctionner et les CIO y trouver leur place sont celles dans lesquelles les diffé-

rents échelons territoriaux ont su travailler en bonne intelligence." Des relations de bonne intelligence qui pourraient, selon Yves Souleilac, être renforcés par une contractualisation des CIO sous forme d'établissements publics. Un souhait que son prédécesseur avait déjà exprimé l'an passé.

### ■ Benjamin d'Alquerre

1. Syndicat national Force ouvrière des lycées et collèges.
2. Conseil national pour la formation tout au long de la vie.
3. Établissement public à caractère administratif.
4. Groupement d'intérêt général.

 [www.andcio.org](http://www.andcio.org)

# Les CIO en quête de positionnement



Zbyslaw Adamus

**Dans l'œil** du service public régional de l'orientation... Au début du mois dernier, le 7 novembre, se réunissaient pour la première fois l'ANDCIO, l'Acopf<sup>1</sup>, l'AAIO<sup>2</sup> et l'ACSAIO<sup>3</sup>, soit les quatre associations nationales de l'information et de l'orientation. Objet de la rencontre ? *"Faire le point sur ce que les uns et les autres avaient comme information"* en matière d'évolution du système d'orientation. L'anecdote, évoquée par Yvan Souleliac, nouveau président de l'ANDCIO, lors sa 8<sup>e</sup> journée de réflexions-débats (voir page 8), témoigne selon lui du *"niveau d'incertitude"* des décideurs. Et de constater avec regret qu'en ce qui concerne les CIO, ceux-ci soient *"plus des éléments de négociation que des structures au service des politiques"*. De fait, confrontés au désengagement croissant des Conseils généraux, partagés entre l'État, auquel leurs personnels sont jusqu'ici rattachés, et les Régions, bientôt aux commandes du service public de l'orientation, les CIO s'interrogent sur leur avenir. Et pour conquérir toute leur place dans le nouveau paysage de l'orientation, Yvan Souleliac appelle à respecter trois fondamentaux : le *"changement"*, le recentrage sur le *"paradigme de la culture sociale, économique et professionnelle"* et l'adoption d'une *"structure"* qui tienne la route.

## L'établissement public, "coquille" des CIO ?

Sur ce dernier point, Zbyslaw Adamus, administrateur de l'ANDCIO, témoigne avoir entendu l'expression *"donner les CIO"*, avec pour procédure suggérée celle de les livrer *"démontés"*. À procéder ainsi, prévient-il, ce sera *"un enterrement de première classe"*. Et puis, comment

*"donner"* un CIO alors que celui-ci n'est pas un établissement, mais un service ? Répondant en égratignant au passage le modèle des Cités des métiers, l'ex-directeur du CIO de Verdun répond : *"Il existe des coquilles vides qui drainent beaucoup de subventions, mais qui ont pour bilan celui de toutes les structures qui veulent bien travailler bénévolement à l'intérieur. Eh bien, le CIO, c'est le contraire d'une coquille vide, c'est un contenu sans coquille ! Il n'est pas possible de donner un contenu, donc, s'il doit y avoir un transfert, le préalable est de donner une existence administrative au CIO."* Écartant la fondation, l'association ou le groupement d'intérêt public comme possibles modèles, Zbyslaw Adamus en appelle à l'établissement public à caractère administratif, statut d'ailleurs réclamé par le nouveau président comme par l'ancien. Recommandant de s'inspirer du modèle des lycées agricoles (dont le président du conseil d'administration est le président de la Région, ou un conseiller régional), il voit dans cette solution la possibilité donnée à tous de *"sortir par le haut"* et de *"calmer le jeu"*. Fonctionnement, personnel, pilotage, *"tous les points de désaccord pourraient être traités à l'intérieur des divers collèges du conseil d'administration"*, estime-t-il.

## L'orientation, un terme "trop polysémique pour être unificateur"

Alors que Vincent Guillon, chercheur enseignant à l'Inetop<sup>4</sup>, en vient à préférer *"l'idée de la culture de la coopération"* à celle, souvent évoquée dans le cadre de la mise en œuvre du SPO, d'une *"culture commune de l'orientation"*, le directeur du

CIO de Nantes, Robert Poisson, en donne un exemple, en affirmant la nécessité de développer des *"structures pluri-professionnelles"*. Et d'inviter à adjoindre aux conseillers d'orientation psychologues, personnels administratifs et directeurs qui composent aujourd'hui les CIO, *"des professionnels venus d'autres réseaux"* : à savoir *"des ingénieurs pour s'occuper de la relation école-entreprise, des documentalistes, des techniciens multimédias et hypermédias, des enseignants situés sur l'aspect pédagogique, des observateurs du système éducatif et du système d'emploi, mais aussi des conseillers de Missions locales"*. De quoi, selon lui, aller *"vers une coopération des acteurs plutôt que vers une diminution des acteurs"*. Et si l'on n'avait pas compris l'attachement des CIO à leur identité professionnelle, Vincent Guillon le souligne une fois encore en évoquant les contributions de l'ANDCIO à la concertation *"Refondons l'école de la République"*<sup>5</sup> : *"La culture de coopération, garantit le respect de l'identité de tous les acteurs, sans lequel aucun travail réel de partenariat ne peut être envisagé. Elle ne confond ni les métiers ni les publics ni les institutions."*

## ■ N. D.

1. Association des conseillers d'orientation psychologues de France. <http://acopf-asso.org>

2. Association amicale des inspecteurs de l'information et de l'orientation.

[www.aaiio.free.fr](http://www.aaiio.free.fr)

3. Association des chefs de service académique d'information et d'orientation.

4. <http://inetop.cnam.fr>

5. *"Refondons l'école de la République"*.

Et les CIO ? Culture sociale, économique et professionnelle : les fondements de l'orientation tout au long de la vie", Paris, Inetop, 23 novembre. [www.refondonslecole.gouv.fr](http://www.refondonslecole.gouv.fr)